

LE DÉMANTÈLEMENT DU GROUPE ARJOWIGGINS S'ACCÉLÈRE

Le 8 janvier 2019, le groupe Arjowiggins/Sequana a déposé, au tribunal de commerce de Nanterre, une demande de sauvegarde concernant Arjowiggins SAS, Sourcing et Créative : différentes branches industrielles du papetier français. Une demande de redressement judiciaire des entreprises Graphic et Rives SAS a également été déposée. Ces deux procédures ont été validées par le tribunal. L'annonce du 27 décembre 2018 concernant l'abandon de reprise, par le groupe Fineska, des sociétés ArjoWiggins Creative Papers et Graphic (1 200 emplois directs en France) apparaît comme l'élément déclencheur de cette procédure du groupe Sequana auprès du tribunal de commerce ! Il est étrange que 11 jours après l'abandon de ce projet de rachat, la direction ait recours à ces démarches exceptionnelles et complexes à mettre en œuvre. Ce n'est certainement pas au moment des fêtes que celles-ci se sont décidées ! C'est en tout cas un sacré cadeau pour les salariés du groupe !

Cette demande de redressement judiciaire au tribunal de commerce est donc bien singulière ! En effet, les sites concernés se sont retrouvés, pour certains, en cessation de paiement depuis octobre/novembre 2018, sans qu'aucune annonce n'ait été faite aux comités d'entreprises concernés, et ce, bien avant le communiqué de retrait de l'acheteur. D'ailleurs, cette confusion dans les dates est clairement apparue lors des auditions au tribunal de commerce, ce mardi 8 janvier. Le désintérêt soudain exprimé par le groupe hollandais Fineska pour ces entreprises appartenant à Arjowiggins, serait soi-disant dû à la dégradation des marchés ainsi qu'à l'augmentation du prix de la pâte à papier. Quelle blague ! La FILPAC CGT ainsi que les Unions départementales concernées, doutent fortement de la sincérité de cette négociation de reprise qui a pourtant duré

plus de 6 mois. La demande de redressement judiciaire ne serait-elle pas, en vérité, qu'une stratégie des deux parties (Sequana et Fineska) et peut-être de l'État français, lui-même actionnaire référent de Sequana via la BPI (Banque publique d'investissement), pour réduire les effectifs et faire supporter le coût des éventuelles indemnités salariales par les AGS (Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salaires) ?

Les dirigeants du groupe Sequana/ArjoWiggins/Antalis ne sont pas des modèles d'honnêteté ! La succession de procès (BAT, entente illicite) et de mensonges envers les salariés et les représentants de l'État en témoigne. Les salariés des sites sacrifiés ou vendus ces dernières années, Crèvecoeur, Charavines, Wizernes (outil industriel préservé et repris après 1 615 jours d'occupation par les camarades de la CGT) ont bien connu les méthodes mafieuses pratiquées par ces financiers peu scrupuleux. Ne soyons pas surpris de la

répétition de ces méthodes puisqu'elles ont été encouragées par certains élus politiques, locaux et nationaux, qui sont coupables d'avoir fermé les yeux sur de tels agissements.

Rappelons que plusieurs centaines de millions d'euros d'argent public n'ont servi qu'à accélérer la destruction de ce fleuron industriel papetier français qu'était le groupe Arjowiggins. La casse

sociale qui en a découlé ainsi que la destruction de certains bassins d'emploi sont parfaitement intolérables. Alors remettons l'emploi sur le devant de la scène en mettant à mal ce diktat financier.

Dans ces moments d'incertitude, les salariés du groupe ArjoWiggins ont et auront le soutien plein et entier de la FILPAC CGT et de ses syndicats ainsi que de leurs Unions départementales.

**TOUS ENSEMBLE, POUR LE MAINTIEN DES EMPLOIS
DANS LE GROUPE ARJOWIGGINS ! •**

